



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 10 mars 2024 N° 503 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Qui sème le vent récolte la tempête !



Des habitants en colère contre la destruction de leur quartier, s'appêtent à affronter les forces de l'ordre.

- **Sommaire au verso**

Sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire : qui sème le vent récolte la tempête !

Pages 3-5 Côte d'Ivoire :

▶ Il est temps pour nous les travailleurs de réclamer des logements décents !

▶ Des politiciens en quête de publicité.

▶ Ils sont prêts pour la course à la mangeoire de 2025 !

▶ Les chauffeurs de VTC étranglés par l'exploitation.

▶ Les poissons meurent dans la lagune Ébrié, à cause de l'irresponsabilité de l'État.

Pages 5-7 : Mali :

▶ Assimi Goïta renforce sa dictature et prolonge sa «transition».

▶ Foire de charlatans à Bamako.

Pages 7-8 Madagascar : pénurie d'eau et d'électricité dans le Sud-ouest, inondations, cultures impossibles.

Pages 8-9 Gaza : un peuple massacré et affamé.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

CÔTE D'IVOIRE :

QUI SÈME LE VENT RÉCOLTE LA TEMPÊTE !

Le 21 février dernier, le gouverneur de la ville d'Abidjan fraîchement nommé à ce poste, a décidé de s'en prendre une seconde fois à Gesco, un quartier pauvre situé à l'extrême nord de la ville pour le démolir et jeter ses habitants dehors. Ce gouverneur connu pour sa brutalité et son mépris ostentatoire des populations pauvres ne savait pas encore que cette fois-ci, il allait tomber sur un os.

Nuitamment, comme des voleurs, les bulldozers escortés par un impressionnant dispositif de forces de l'ordre ainsi que des loubards ont surpris les habitants dans leur sommeil. Les habitants n'ont même pas eu le temps de sauver leurs affaires. On leur a intimé l'ordre de sortir de leur maison et les bulldozers ont aussitôt entamé leur sale besogne en broyant sous les chenilles les maisons, sans que les gens aient pu ramasser leurs affaires.

Une école de près de deux mille élèves n'a pas été épargnée en pleine année scolaire. Des vies ont été détruites, le fruit de tant d'années d'effort et de sacrifices réduit à l'état de gravât, des élèves jetés à la rue. Nombreux sont les habitants qui étaient en pleurs et dans le désarroi. Mais très vite, ce désarroi va céder la place à la colère et cette fois-ci elle va se manifester.

Ainsi, après avoir été pris au dépourvu dans un premier temps, les habitants ont manifesté spontanément pour empêcher la continuation de la démolition de leur quartier. Ils ont bravé les nombreux corps habillés et loubards envoyés par les autorités pour les intimider. Ils ont bloqué l'autoroute du nord à l'aide de barricades et de pneus brûlés. Face aux gaz lacrymogène, les manifestants ont répondu par des jets de pierres. Il s'en est suivi des courses-poursuites entre corps habillés et manifestants jusqu'à tard dans la nuit. Mais cette répression n'a pu arriver à bout de la manifestation. Le lendemain, les manifestants étaient encore là, plus nombreux que la veille. Un véhicule de la mairie venu distribuer des sacs de riz au moment où les gens se faisaient jetés dehors, a été caillassé. Là encore les échauffourées ont duré toute la journée.

Voyant que la situation devenait intenable, les autorités ont dû reculer en suspendant leur opération de déguerpissement. Certes, la mobilisation des habitants a permis de stopper net les démolitions, mais personne n'est dupe, ce n'est que le calme avant la tempête. Plus

personne ne croit aux mensonges et aux paroles mielleuses des politiciens promettant de les protéger. Aujourd'hui, ils savent que la mobilisation est la seule voie pour faire barrage à toute nouvelle

démolition. Des petits comités de surveillance ont même été mis en place pour éviter d'être surpris de nouveau par des bulldozers dans la nuit. Les habitants de Gesco montrent la voie à suivre.

Côte d'Ivoire

IL EST TEMPS POUR NOUS LES TRAVAILLEURS DE RÉCLAMER DES LOGEMENTS DÉCENTS

Les récents déguerpissements à Gesco, à Boribana, au Banco, à Mossikro, et ceux annoncés qui concerneraient 176 quartiers, nous touchent directement, nous les travailleurs. Dans tous ces quartiers vivent des travailleurs et des pauvres qui ont été sauvagement jetés à la rue comme des malpropres. Leur « crime », c'est d'être pauvre et d'habiter dans des quartiers dits précaires.

Les riches et les politiciens à leur solde donnent le ton. En plus de nous exploiter comme des forçats dans les usines et les chantiers, de nous donner des salaires de misère qui ne peuvent pas faire tenir jusqu'au 10 du mois, de nous faire subir

sans arrêt des augmentations des prix, ils ont maintenant entrepris de nous attaquer jusque dans nos quartiers et nos maisons pour que nous devenions des errants sans domicile.

Face à toute cette flambée de violence contre la classe des travailleurs, qu'est-ce que nous allons faire ? Pleurer ? C'est nous les travailleurs qui produisons toutes les richesses de ce pays. Sans nous, aucune usine ne peut fonctionner, aucun port ne peut tourner, aucun chantier ne peut réaliser une construction. Nous avons droit au respect et à la dignité, nous avons droit à un logement décent, nous avons droit à une vie digne.

DES POLITICIENS EN QUÊTE DE PUBLICITÉ

Suite à la résistance de la population de Yopougon-Gesco qui a stoppé net la continuation de la démolition des habitations, de nombreux politiciens et hauts dignitaires locaux en manque de publicité, sont venus à la Gesco. Aucun d'entre eux ne voulait rater la séance de photos devant le tas de ruines du quartier démoli.

Du PDCI au PPACI (FPI) en passant par les représentants du RHDP, le parti dont le gouvernement a pourtant ordonné les démolitions, aucun n'a manqué à cette séance. On se serait cru à une foire politique. Non sans verser des larmes de crocodile sur le sort des populations sinistrées,

chacun y est allé de son couplet pour faire part de son indignation. Ils ont donné l'impression de découvrir pour la première fois une opération de déguerpissement musclée et les dégâts qu'elle cause aux milliers de personnes qui vivent dans ces quartiers.

Ce qui les préoccupe ce n'est pas la détresse des victimes de ces opérations révoltantes, mais l'approche de l'année électorale 2025 et l'envie d'être en meilleure position que leurs concurrents. Alors, chacun fait le beau devant les caméras tout en ignorant le sort de ceux qui ont tout perdu.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

ILS SONT PRÊTS POUR LA COURSE À LA MANGEOIRE DE 2025 !

Bictogo, (grand homme d'affaires, maire de Youpougon et président de l'Assemblée nationale) a tout fait pour que journalistes et cameraman fassent état de sa « générosité » lorsqu'il a monté une opération de distribution de riz à quelques victimes du déguerpissement à Gesco. Quelques jours plus tôt, il avait déjà fait le même genre d'opération publicitaire en déclarant : « *je donne mon salaire de 5 années de mon mandat à Gesco* ». Cela fait combien ?

Ces gens-là pensent pouvoir tout acheter avec leur argent, pour arriver au pouvoir. 2025 n'est pas loin et nous sommes prévenus, chacun d'entre eux viendra nous raconter ses recettes pour « sauver le pays » : une pincée de xénophobie par-ci, une pincée d'ethnisme par-là et certainement

beaucoup de nationalisme. Avec de tels ingrédients, ils sont capables de transformer nos quartiers en champ de batailles entre pauvres, si nous nous laissons entraîner dans leurs pièges mortels.



Le milliardaire Adama Bictogo (au centre) distribuant des vivres pour célébrer son anniversaire en décembre 2023.

LES CHAUFFEURS DE VTC ÉTRANGLÉS PAR L'EXPLOITATION !

Les chauffeurs de VTC (Yango, Uber, etc.) ont manifesté leur colère le mardi 5 mars 2024. Ils ont protesté contre une aggravation de leur exploitation déjà intenable suite à l'instauration d'une taxe de 4% que l'État a décidé de faire payer aux entreprises qui possèdent des plateformes de commandes en ligne. Le problème c'est que ces entreprises, au lieu de payer ces taxes en prenant sur leurs bénéfices, veulent les prendre sur le revenu des chauffeurs. C'est la goutte de trop qui a fait déborder le vase.

Les chauffeurs n'acceptent pas que leurs employeurs prélèvent ces 4% sur leurs commissions qui sont déjà amputées de 17 à 23%. Avec de tels prélèvements, ils ne savent plus où donner de la tête. Ils ont déjà à faire face à la recette du propriétaire du véhicule, aux charges liées au carburant, aux connexions internet, aux frais d'appels, aux contraventions, etc.

Dans cette histoire, tout le monde fait son beurre sur le dos des chauffeurs : les entreprises qui s'occupent des commandes en ligne, les stations essence, le

propriétaire de véhicule, et maintenant, c'est l'État qui vient d'ajouter cette nouvelle taxe.

Les chauffeurs savent que c'est seulement ensemble qu'ils peuvent efficacement répondre aux attaques de leurs employeurs. Leur éparpillement rend le travail d'organisation un peu plus difficile, mais une partie d'entre eux a déjà réussi à déclencher une grève qui a duré un jour. C'est la seule voie pour défendre leurs intérêts face à la rapacité des exploiters.



Un conducteur de VTC travaillant avec la plateforme Yango à Abidjan.

LES POISSONS MEURENT DANS LA LAGUNE ÉBRIÉ, À CAUSE DE L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Le 5 mars, des vidéos montrant des centaines de poissons morts flottant sur un bras de la lagune du côté d'Ancien Koumassi ont fait le tour des réseaux sociaux. Cela a entraîné un ballet de plusieurs services étatiques sur les lieux.



Des milliers de poissons morts flottent avec des débris sur la lagune Ebrié à Abidjan, entre Ancien Koumassi et Port-Bouët.

D'après le CIAPOL (Centre ivoirien anti-pollution), « *c'est un phénomène qui a lieu chaque année lors des premières pluies, après une longue saison sèche. Les eaux usées industrielles et des ménages sont déversés dans la lagune par les industries et les foyers vivant en bordure de lagune.*

Cette grosse vague d'eau usée déversée dans la lagune étouffe les poissons qui manquent d'oxygène. Les usines, quant à elles, n'ont pas de bassins de traitement d'eaux usées. Elles déversent donc les eaux ainsi usées dans des canalisations qui conduisent directement dans la lagune, sans traitement préalable ».

Bien que le problème soit connu depuis longtemps, rien n'est fait pour y faire face ou en atténuer les effets. En attendant la lagune Ébrié est devenue un énorme dépotoir et les poissons que les petites gens mangent sont contaminés par toute cette pollution.

Les services soi-disant « compétents » de l'État se contentent de faire les constats d'usage et de rassembler les poissons morts pour les enterrer. Les beaux discours sur la biodiversité, la préservation de la nature et autres, c'est seulement bon pour les livres, amphithéâtres et les salles climatisées des conférences internationales.

Mali

ASSIMI GOÏTA RENFORCE SA DICTATURE ET PROLONGE SA «TRANSITION»

Au début du mois de juin 2022, Assimi Goïta le chef de la junte au pouvoir depuis le coup d'État d'août 2020, avait officiellement annoncé qu'il partirait au bout d'une période transitoire de 24 mois à compter du 26 mars 2022. Mais, plus la date butoir approche, plus il montre à ses éventuels concurrents qu'il n'est pas prêt à leur laisser son fauteuil. Du coup, ceux qui avaient cru à ses paroles et qui se voyaient déjà trôner à sa place, ne peuvent qu'être surpris et déçus.

Les partisans de l'imam Dicko, regroupés au sein de la CMAS (Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko) font partie de ces

déçus-là, mais ils sont loin d'être les seuls puisqu'ils avaient fait une coalition avec une trentaine de partis et formations d'opposition baptisée « Synergie d'action pour le Mali ».

Le point commun de tous ces gens-là était et est jusqu'à nouvel ordre, de vouloir gouverner ensemble en prenant, disent-ils, « une autre voie » que celle des militaires. Ils attendaient comme des niais que la junte leur apporte les clés du palais de Koulouba pour qu'ils s'y installent. Mais c'est mal connaître Goïta ainsi que l'histoire de nombreux coups d'État qui ont eu lieu dans ce pays depuis son indépendance. Les militaires ont pris cinq fois le

pouvoir et ils ne l'ont quitté que contraints et forcés par d'autres coups d'État. Assimi Goïta n'a rien d'une exception dans cette lignée de galonnés assoiffés de pouvoir.

Rappelons que lorsque la junte actuelle a pris le pouvoir, l'imam Dicko et les dirigeants des mouvements qui sont autour de lui, étaient les premiers à applaudir les galonnés et à les remercier d'avoir mis fin au régime corrompu de l'ancien président IBK. Mais Assimi Goïta n'a pas pris le pouvoir pour leur faire plaisir et le leur laisser ensuite !



A Bamako, le 21 août 2020, des représentants de la junte militaire sont acclamés par la foule après le renversement du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK). (Photo AP)

Depuis quelque temps, Dicko et son mouvement ne sont plus en odeur de sainteté avec le pouvoir de Goïta. Celui-ci cherche à les bâillonner et ne veut surtout pas que la CMAS devienne le point d'encrage de la contestation sociale en cette période de pénurie, de vie chère et d'insécurité qui génèrent de plus en plus de mécontente-

ment au sein de la population. C'est ainsi que la CMAS a été dissoute depuis le 6 mars 2024 tandis que l'imam Dicko est coincé en Algérie depuis décembre 2023 et ne peut pas rentrer à Bamako car le gouvernement malien l'accuse de mener une « activité subversive » et d'être une « menace pour la sécurité publique ».

Aissimi Goïta fait aussi le ménage au sein de l'armée pour éviter l'émergence d'éventuels concurrents dans ses propres rangs. Au début de ce mois de mars, il a fait arrêter le colonel Alpha Yaya Sangaré parce que celui-ci a osé confirmer un rapport de Human Rights Watch (une ONG de défense des droits humains) accusant l'armée malienne de graves exactions telles que des tortures lors d'interrogatoires.

Quelques mois plus tôt, c'est un animateur de radio, Ras Bath, qui a été arrêté pour diffamation. Puis, ce fut le tour de l'« influenceuse » Rokia Doumbia d'être condamnée à un an de prison pour avoir critiqué sur le réseau Internet, l'incapacité du régime de lutter contre l'insécurité et contre la vie chère.

Ce qui est sûr c'est que les travailleurs n'ont aucune raison de faire confiance ni aux galonnés, ni à ceux qui se cachent derrière le boubou de l'imam Dicko pour obtenir des améliorations de leurs conditions d'existence. Les seules améliorations qu'ils peuvent espérer sont celles qu'ils imposeront eux-mêmes par leurs luttes face à l'État et au patronat.

FOIRE DE CHARLATANS À BAMAKO

Le 14 février dernier à Bamako, a été inaugurée une « université » privée dédiée selon ses promoteurs à « l'apprentissage scientifique de la sorcellerie africaine ». Il s'agit d'un bâtiment moderne de 5 étages abritant des salles de cours, des amphithéâtres, un hall d'exposition et des « laboratoires » truffés d'amulettes ainsi que des chambres. Le coût total de ce bâtiment serait de 500 millions de francs Cfa.

L'objectif de ces promoteurs est selon eux de « libérer le potentiel magique du continent » pour le libérer en même temps des « puissances hostiles ». Ce qui est sûr c'est que ce centre permettra à des charlatans de s'enrichir davantage en roulant leurs clients avec un « diplôme » reconnu par eux mêmes.

À l'occasion de cette festivité, de nombreux « grands sorciers » africains ont fait

le déplacement pour être vus à cet événement médiatisé. Certains commentateurs n'ont pas hésité à dire que Bamako est devenu « la Mecque de la magie ».

Cela a, paraît-il, plu à Assimi Goïta même s'il n'a pas participé personnellement à l'inauguration. Par contre, en signe d'approbation, il y a dépêché le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme pour représenter le gouvernement.

Assimi Goïta ne refusera peut-être pas l'offre de «protection magique» de ces sorciers contre les « forces hostiles » si ça peut faire peur à ses adversaires. Mais il compte avant tout sur ses forces armées car en étant militaire de carrière, il est

bien placé pour savoir que les balles de fusils sont plus efficaces pour faire la guerre que la poudre de perlimpinpin.



Jours de l'inauguration de l'école de sorcellerie à Bamako.

Madagascar

PÉNURIE D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ DANS LE SUD-OUEST, INONDATIONS, CULTURES IMPOSSIBLES

Cette année encore la Jirama (société d'État en charge de la production et de la fourniture de l'électricité et de l'eau) se révèle incapable de satisfaire les besoins pourtant vitaux de la population. De nombreuses villes, y compris les proches abords de la capitale Antananarivo, sont plongés dans le noir. Les queues aux fontaines publiques, seuls lieux d'approvisionnement des travailleurs et des classes pauvres, sont monnaie courante.

Voici ce que rapporte la presse : «*La Commune urbaine de Betioky-sud n'a ni eau ni électricité depuis trois jours. Les deux groupes électrogènes de la Jirama sont tombés en panne. Alors que sans l'électricité issue de ces groupes, il n'est pas possible pour l'unité de production et de distribution d'eau de fonctionner. Le double dommage de la Jirama fait ainsi vivre les habitants dans le noir et sans eau courante. L'eau se cherche à 3 km de la ville auprès des petits ruisseaux ou puits. De l'eau pas très hygiénique se vend ainsi à 1000 ariary le bidon de 20 litres.... La cha-*

leur bat son plein dans ce district, avec une température moyenne de 34 degrés. Les réfrigérateurs ne sont pas d'une grande utilité. Seuls les quelques propriétaires de panneaux solaires sont épargnés par la situation...Un agent de la Jirama indique qu'il n'est pas possible de rétablir la situation à moins de faire venir de nouveaux groupes électrogènes car ceux existants ont été maintes fois réparés et arrivent à leur fin de cycle. Betioky ne pourra donc pas jouir d'un approvisionnement en électricité avant plusieurs jours.»

À ce propos, un lecteur nous écrit : «*Concernant la panne d'électricité et d'eau, ma sœur a confirmé que la population de notre ville souffre à cause de ces pannes. Les gens ont cherché de l'eau à Anjaraday ou acheté auprès de l'ONG « Taratra » qui a réussi à procéder à un forage. Cette situation devient de plus en plus courante là-bas à cause du vieillissement des groupes qui font fonctionner eau et électricité. Ces machines datent de l'époque de Ratsiraka, dictateur des années*

soixante-dix, resté à la tête de l'État durant plus de deux décennies. En ce moment les techniciens de la Jirama ont réussi à rafistoler les groupes et ça tient tant bien que mal pour l'instant. La situation redevient plus ou moins normale, mais il y a toujours des délestages sélectifs qui frappent prioritairement les quartiers pauvres situés en bordure de la ville.»

Et il ajoute : *«D'autre part de fortes pluies du côté de la localité de Bezaha, ont provoqué la montée du fleuve Onilahy et sont à l'origine de l'inondation dans la partie basse de Tongobory. Un de mes amis et son équipe étaient en route pour le sud, ils ont été obligés de rester pendant trois jours à Ihotry, parce qu'on ne pouvait pas traverser la route pavée d'Andalamboay, invisible et dangereuse, même avec un véhicule à quatre roues motrices. J'ai appelé une parente au téléphone, elle m'a informé que toutes les rizières de Tamentsoa étaient complètement inondées, à tel point que jusqu'à maintenant, la culture du riz demeure impossible, même chose aussi pour celle du pois du cap et aussi du manioc...»*

Et puis, à Toliara (chef-lieu de province) c'est la chaleur qui est insupportable. On a quelque fois des malaises en marchant dehors ne serait-ce que pendant quelques minutes...»

Pour ceux qui ont de l'argent, tout va bien

Dans le Sud-ouest aride du pays, le dénuement est aggravé par une sorte de « je m'enfoutisme » des dirigeants à l'égard de la population laborieuse. On voit nettement où sont les priorités des gouvernants : vers le tourisme de luxe pourvoyeur de devises et source d'enrichissement pour les propriétaires des palaces climatisés qui poussent actuellement comme des champignons. La construction d'aquariums géants pouvant abriter des poissons tropicaux rares fait partie des projets à court terme du gouvernement. Le gratin argenté en provenance des pays riches ainsi que les couches aisées malgaches qui les fréquentent, pourront ainsi s'adonner encore plus à toutes sortes de distractions.

C'est sûr que pour tous ces gens, l'eau et l'électricité ne manqueront pas.



Des usagers venant payer leurs factures d'eau ou d'électricité à une agence de la Jirama.

Moyen-Orient

GAZA : UN PEUPLE MASSACRÉ ET AFFAMÉ

Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans le journal hebdomadaire de nos camarades de Lutte Ouvrière du 8 mars 2024

Jeudi 29 février, l'armée israélienne a ouvert le feu sur des Palestiniens qui se ruèrent sur des camions d'aide humanitaire dans le nord de Gaza, faisant plus de 110 morts.

Depuis le début de l'offensive israélienne, la population de la bande de Gaza manque

d'électricité, d'eau, de nourriture, de médicaments, et la famine s'aggrave. Une quinzaine d'enfants sont morts de malnutrition et de déshydratation en quelques jours. Le gouvernement israélien bloque plus de mille conteneurs d'aide humanitaire dans le port d'Ashdod. Il accuse l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfu-

giés palestiniens, de complicité avec le Hamas, et multiplie les obstacles pour empêcher ses distributions d'aide alimentaire, qui auraient diminué de moitié en février.

Rien d'étonnant alors à ce que, à l'approche de ce convoi, des milliers de personnes aient cherché à s'emparer de ce qu'elles pouvaient. Les soldats israéliens ont réagi en tirant sur la foule affamée, et ont prétendu s'être sentis menacés. Ce massacre est aussi révélateur de l'état d'esprit de plus en plus répandu au sein des troupes israéliennes. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent des soldats se mettant en scène en train de commettre des exactions à l'égard de Palestiniens. Comme toutes les guerres coloniales, celle-ci transforme de nombreux soldats en tortionnaires, banalisant la violence et le mépris à l'égard des Palestiniens. C'est ainsi que cette guerre alimente la progression des idées d'extrême droite au sein de la population israélienne.

À l'inverse, après plus de cinq mois de guerre, une partie des Israéliens expriment leur hostilité à Netanyahu en manifestant quasiment chaque semaine pour réclamer le départ du Premier ministre et la tenue d'élections anticipées, les prochaines ne devant avoir lieu qu'en 2026. Une partie de ces manifestants n'hésitent plus à se déclarer ouvertement opposés à la guerre. Samedi 2 mars, plusieurs milliers de personnes ont à nouveau défilé à Tel Aviv, certains brandissant des pancartes où figurait le slogan : « *Seule la paix pourra amener la sécurité.* »

Une partie de l'opinion israélienne se sent peut-être encouragée à se déclarer en faveur de négociations du fait de l'évolution du discours des dirigeants des États-Unis. Dimanche 3 mars, la vice-présidente américaine, Kamala Harris, a demandé un « *cessez-le-feu immédiat pour au moins les six prochaines semaines, ce qui est actuellement sur la table des négociations* ». Elle faisait ainsi allusion à la rencontre organisée le même jour en Égypte entre des représentants du Hamas, du Qatar et des États-Unis pour parvenir à une trêve. Celle-ci pourrait commencer le 10 mars, début du Ramadan, mais rien n'est moins sûr. Les États-Unis font pression sur leur allié Israël pour qu'il accepte cette trêve, car ils souhaitent éviter que le conflit s'étende à toute la région. Mais ils ne veulent pas la lui imposer, et ils continuent à soutenir son effort de guerre en livrant armes et munitions. Ils laissent ainsi se perpétuer un massacre de masse dont ils sont en fait les complices et dont le terme ne cesse de s'éloigner.



Des Palestiniens à côté de leurs effets personnels après avoir vu leurs maisons détruites, à Khan Younés, dans la bande de Gaza, le 6 mars 2024. (Photo Mohammed Dahman / AP)



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir